

Roscoff

Perharidy. La mobilisation est lancée

À la suite des mesures annoncées par l'État dans le cadre de la réforme du financement des activités de Soins de suite et de réadaptation (SSR), mises en application au 1^{er} mars, avec une progressivité programmée jusqu'en 2021 (Le Télégramme du 17 et du 21 janvier), les représentants du syndicat Sud de la Fondation Ildys se sont mobilisés, hier, à Perharidy, autour de Pascal Le Page et Stéfano De Blasio, leurs délégués.

La meilleure qualité de soins possible

« Bien que conscients que des économies sont à réaliser, notre établissement, comme les autres centres hyperspécialisés tels que Kerpape et Berck, pour ne citer qu'eux, mérite une attention particulière de nos tutelles », ont-ils expliqué. « La Fondation Ildys a toujours répondu aux attentes de l'Agence régionale de santé, afin de prendre en charge de nombreuses pathologies complexes en investissant et recrutant du personnel qualifié, afin de leur apporter la meilleure qualité de soins possible. « Aujourd'hui, nous sommes reconnus pour cette qualité et capacité à accueillir des pathologies adultes et pédiatriques nécessitant des soins techniques et spécialisés telles que la mucoviscidose, la sclérose en plaques, les traumatismes crâniens, l'onco-hématologie, la cardiologie, la maladie des os de verre... Malgré cela, notre budget, à Roscoff, sera amputé de 33 %. À l'instar des Mig (Missions d'intérêt général), pour lesquelles les



Les délégués syndicaux ont donné le mot d'ordre de mobilisation contre la réforme du financement des SSR.

tutelles nous octroyaient une enveloppe supplémentaire, nous devrions être considérés comme des établissements d'intérêt général, avec une mission de santé publique. Afin d'envisager les actions à mener, les élus Sud ont prévu de rencontrer les salariés des sites de Perharidy et Saint-Luc, demain, à 13 h ».

Le soutien des élus

De leur côté, les 45 conseillers de Haut-Léon communauté (HLC) ont déposé une motion auprès du préfet, pour demander l'arrêt de cette

réforme de financement des activités SSR très spécialisées adultes et pédiatriques, réalisées à Roscoff. Et ils appellent de leurs vœux pour que « le ministère des Affaires sociales et de la Santé trouve des solutions pérennes pour protéger ces modes de prise en charge ». Les élus de HLC auront la possibilité d'accompagner les délégués syndicaux, mercredi, à la sous-préfecture de Morlaix, car « nous tous ici, ainsi que les élus de droite ou de gauche, semblons marcher dans le même sens », a conclu Stéfano De Blasio.